ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 3 décembre 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "allouant au personnel du Service d'Enquêtes du Comité Supérieur de Contrôle, une indemnité forfaitaire mensuelle couvrant les menus frais d'enquêtes, ainsi qu'une indemnité spéciale de nuit", a donné le 29 décembre 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e december 1964 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot toekenning aan het personeel van de Dienst "Enquêtes" van het Hoog Comité van Toezicht, van een forfaitaire maandelijkse vergoeding tot dekking van kleine onderzoekskosten, alsmede van een bijzondere nachtvergoeding", heeft de 29e december 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Le projet fait mention de l'avis du conseil du personnel, de l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, de l'avis du Conseil d'Etat et du contreseing du Ministre, Adjoint aux Finances. Sur base de la réglementation en vigueur, il y aurait lieu de le soumettre encore à d'autres formalités qui n'ont pas été accomplies.

1° L'article 1er, § 2, du projet maintient le bénéfice de l'indemnité dans le cas d'une interruption qui n'excède pas quinze jours. Il déroge ainsi à l'article 1bis, alinéa 2, inséré par l'arrêté royal du 31 juillet 1952 dans l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat. Aux termes de cette dernière disposition, la suspension de l'exercice de la fonction entraîne la suspension du paiement de l'indemnité dans la mesure où les charges ne sont plus supportées.

L'arrêté royal du 29 mars 1950 et l'arrêté du 31 juillet 1952 ont été délibérés en conseil des Ministres, et mention de cette formalité est faite au préambule de ces arrêtés. Dans un souci de concordance, il se recommande de soumettre le présent projet à la même formalité.

2° Aux termes de l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, le projet doit être soumis à l'accord du Ministre des Finances parce qu'il est de nature "à entraîner des dépenses nouvelles".

.../...

L'article 24 de cet arrêté royal prescrit de mentionner cet accord du Ministre des Finances avec référence à la date dans le préambule de tout arrêté présentant ce caractère. Il ne suffit donc pas que l'arrêté en projet soit contresigné par le Ministre des Finances; son préambule devrait être complété.

On peut estimer que les formalités à respecter pour l'élaboration de l'arrêté en projet sont trop nombreuses et créent une procédure trop lourde, préjudiciable à l'efficacité de l'action des autorités administratives. Si le Gouvernement en jugeait ainsi et estimait souhaitable de rendre plus simples les procédures de contrôle administratif et budgétaire, il lui appartiendrait de modifier à cet effet les dispositions actuellement en vigueur.

II. Le projet vise, en son préambule, l'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et renvoie, en son article 2, à l'arrêté du Régent du 30 mars 1950 fixant les indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat. Le Conseil d'Etat a donné le 11 août 1964 un avis sur deux projets d'arrêtés qui tendent à abroger les arrêtés précités. Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, l'entrée en vigueur de ces arrêtés serait imminente. Le Gouvernement appréciera s'il ne

.../...

serait pas opportun d'attendre l'entrée en vigueur de ces arrêtés pour conformer l'arrêté en projet à leurs dispositions plutôt que de soumettre à la signature du Roi un projet qui se réfère à des textes dont l'abrogation serait prochaine.

\+
\+ +

Article 1er.

Le fonctionnaire délégué a confirmé que - sans préjudice de l'article 49 de l'arrêté royal du 21 novembre 1932 permettant la délivrance de permis de libre parcours sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer belges aux agents du service d'enquêtes du Comité supérieur de contrôle - l'indemnité couvrira les frais d'utilisation des moyens de transport en commun, mais que, si ces frais s'élevaient à un montant anormalement élevé, ils pourraient être remboursés. Ces précisions devraient être insérées dans le texte.

\+
\+ +

Article 2.

Il se recommande de rédiger cet article de manière à indiquer clairement que l'avantage accordé a le caractère d'une indemnité.

\+
\+ +

.../...

Le projet appelle, en outre, des observations de pure forme qui ne demandent aucun commentaire et dont il a été tenu compte dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL ACCORDANT AU PERSONNEL DU SERVICE D'ENQUETES DU COMITE SUPERIEUR DE CONTROLE UNE INDEMNITE COUVRANT LES MENUS FRAIS D'ENQUETES, AINSI QU'UNE INDEMNITE SPECIALE DE NUIT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 21 novembre 1932 relatif à l'organisation du Comité supérieur de contrôle;

Vu l'arrêté du Régent du 29 mars 1950 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques payées par le Trésor au personnel des administrations de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux des 31 juillet 1952 et 30 août 1954;

(Vu l'arrêté royal du ...
portant réglementation générale en matière de frais de parcours);

Vu l'avis du conseil du personnel;

.../...

Vu l'accord du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, donné le 17 novembre 1964 ;

Vu l'accord du Ministre des Finances, donné le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article ler.-

§ ler. Il est accordé aux agents du service d'enquêtes du Comité supérieur de contrôle une indemnité forfaitaire mensuelle de cinq cents francs destinée à couvrir les menues dépenses qu'ils sont amenés à exposer dans l'exercice de leurs fonctions, telles que les dépenses de communications téléphoniques, de consommations et de collations.

Sans préjudice de l'article 49 de l'arrêté royal du 21 novembre 1932, l'indemnité couvre les frais d'utilisation des moyens de transport en commun. Toutefois, si ces frais atteignent un montant anormalement élevé, le président du Comité supérieur de contrôle peut en autoriser le remboursement.

.../...

§ 2. En cas d'interruption de service continu excé**dant quinze jours,** l'indemnité est diminuée de 1/30ème par jour d'interruption depuis le début de celle-ci.

Article 2.-

Il est également accordé aux agents désignés à l'article 1er une indemnité spéciale de nuit.

Cette indemnité forfaitaire est destinée à couvrir les dépenses afférentes aux missions qui exigent de l'agent une absence de son domicile pendant cinq heures au moins dont trois heures au moins sont comprises entre 22 heures et 6 heures.

Le montant de l'indemnité est égal au montant du supplément accordé pour la nuit, prévu en cas de logement gratuit par l'article 2 de l'arrêté royal du ... fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères.

L'indemnité spéciale de nuit peut être cumulée avec une indemnité pour frais de parcours, mais non avec le supplément d'indemnité de frais de séjour accordé pour la nuit par l'article 2 du même arrêté royal.

... (La suite comme au projet) ... ".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het ontwerp vermeldt het advies van de personeelsraad, het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, het advies van de Raad van State en de medeondertekening van de Minister, Adjunct voor Financiën. Op grond van de geldende reglementering zou het nog aan andere formaliteiten moeten worden onderworpen.

1° Artikel 1, § 2, van het ontwerp handhaaft het voordeel van de vergoeding in geval van dienstonderbreking van niet meer dan vijftien dagen. Het wijkt zodoende af van artikel 1bis, tweede lid, door het koninklijk besluit van 31 juli 1952 ingevoegd in het besluit van de Regent van 29 maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd. Luidens laatstgenoemde bepaling brengt de schorsing van de uitoefening van het ambt schorsing mede van de uitkering van de vergoeding, voor zover de lasten niet langer gedragen worden.

Het koninklijk besluit van 29 maart 1950 en het besluit van 31 juli 1952 zijn vastgesteld op het advies van de in raad vergaderde Ministers en dit wordt in hun aanhef vermeld. Ter wille van de overeenstemming verdient het aanbeveling het onderhavige ontwerp aan dezelfde formaliteit te onderwerpen.

.../...

2° Luidens artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, moet het ontwerp voor akkoord worden voorgelegd aan de Minister van Financiën, want het is een ontwerp "waardoor nieuwe uitgaven kunnen ontstaan".

Artikel 24 van dat koninklijk besluit bepaalt, dat de aanhef van elk zodanig besluit dat akkoord van de Minister van Financiën met verwijzing naar de datum moet vermelden. Het is dus niet genoeg dat het ontwerp-besluit door de Minister van Financiën medeondertekend wordt ; de aanhef zou moeten worden aangevuld.

Men kan van mening zijn, dat voor het opmaken van het ontwerp-besluit al te veel formaliteiten in acht moeten worden genomen en dat de procedure dus te omslachtig is en nadelig voor een doeltreffend optreden van de administratieve overheden. Mocht de Regering er zo over oordelen en eenvoudiger procedures inzake administratieve en begrotingscontrole gewenst achten, dan zou zij de thans geldende bepalingen moeten wijzigen.

II. Het ontwerp verwijst in zijn aanhef naar het koninklijk besluit van 9 januari 1951 houdende algemene regeling inzake reiskosten, en in artikel 2 naar het besluit van de Regent van 30 maart 1950 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan het Rijkspersoneel. De Raad van State heeft op 11 augustus 1964 een advies uitgebracht over twee ontwerp-besluiten tot opheffing van genoemde besluiten. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zouden zij

.../...

eerstdaags in werking treden. De Regering dient te oordelen of het niet beter zou zijn daarop te wachten om het onderhavige ontwerp met de bepalingen van die besluiten in overeenstemming te brengen, liever dan de Koning een ontwerp ter ondertekening voor te leggen, dat verwijst naar teksten die staan te worden opgeheven.

+

\+ +

Artikel 1.

De gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat - onverminderd artikel 49 van het koninklijk besluit van 21 november 1932, krachtens hetwelk verloven voor vrij verkeer op de lijnen van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen mogen worden verstrekt aan de ambtenaren van de dienst enquêtes van het Hoog Comité van toezicht - de vergoeding de kosten voor het gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen zal dekken, maar dat die kosten, als zij ongewoon hoog mochten zijn, zouden kunnen worden terugbetaald. Die bijzonderheden zouden in de tekst moeten worden verwerkt.

+

\+ +

Artikel 2.

Het verdient aanbeveling dit artikel zo te stellen, dat duidelijk blijkt dat het toegekende voordeel een vergoeding is.

+

\+ +

.../...

Bij het ontwerp zijn ook opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven ; in de hierna voorgestelde tekst is er rekening mede gehouden :

KONINKLIJK BESLUIT TOT TOEKENNING, AAN HET PERSONEEL VAN DE DIENST ENQUETES VAN HET HOOG COMITE VAN TOEZICHT, VAN EEN VERGOEDING TOT DEKKING VAN KLEINE ENQUETEKOSTEN EN VAN EEN BIJZONDERE NACHTVERGOEDING.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 november 1932 houdende reorganisatie van het Hoog Comité van toezicht ;

Gelet op het besluit van de Regent van 29 maart 1950 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard door de Schatkist aan het personeel der Rijksbesturen uitgekeerd, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 juli 1952 en 30 augustus 1954 ;

(Gelet op het koninklijk besluit van ... houdende algemene regeling inzake reiskosten) ;

.../...

Gelet op het advies van de personeelsraad ;

Gelet op het akkoord van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, gegeven op 17 november 1964 ;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën, gegeven op ... ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

§ 1. Aan de ambtenaren van de dienst enquêtes van het Hoog Comité van toezicht wordt een maandelijkse forfaitaire vergoeding van vijfhonderd frank toegekend voor het dekken van de kleine uitgaven welke zij in de uitoefening van hun ambt moeten doen, zoals uitgaven voor telefoongesprekken, consumpties en lichte maaltijden.

Onverminderd artikel 49 van het koninklijk besluit van 21 november 1932, dekt de vergoeding de kosten voor het gebruiken van gemeenschappelijke vervoermiddelen. Bereiken die kosten echter een ongewoon hoog bedrag, dan kan de voorzitter van het Hoog Comité van toezicht terugbetaling ervan toestaan.

.../...

§ 2. In geval van doorlopende dienstonderbreking van meer dan vijftien dagen wordt de vergoeding , van het begin van die onderbreking af, met 1/30 per dag onderbreking verminderd.

Artikel 2.-

Aan de in artikel 1 aangewezen ambtenaren wordt ook een bijzondere nachtvergoeding toegekend.

Die forfaitaire vergoeding wordt verleend voor het dekken van de uitgaven in verband met opdrachten waarvoor de ambtenaar gedurende ten minste vijf uren uit zijn woonplaats afwezig moet zijn, waarvan ten minste drie uren tussen 22 uur en 6 uur.

Het bedrag van de vergoeding is gelijk aan het bedrag van de toeslag voor de nacht, dat voor het geval van kosteloos logies bepaald is in artikel 2 van het koninklijk besluit van . . . tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der Ministeries.

De bijzondere nachtvergoeding mag worden gecumuleerd met een vergoeding wegens reiskosten, maar niet met de toeslag op de vergoeding wegens verblijfkosten, die voor de nacht toegestaan wordt door artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit.

... (Voorts zoals in het ontwerp) ...

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. Ch. HUBERLANT, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Ch. HUBERLANT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE. (s) J. SUETENS.